

Policy Paper

Les disparités régionales : Une Tunisie à deux vitesses

Khaled Ben Abdallah, Ikram Barbouch, Hédi Attia, Hajer El Ouardani, Zeineb Bousnina



Novembre 2

Résumé exécutif

La fracture territoriale en Tunisie est une réalité depuis plusieurs décennies. Les zones littorales concentrent la majorité des investissements, des infrastructures et des activités économiques, tandis que les régions intérieures et du sud restent marginalisées, marquées par le chômage, la pauvreté et un accès limité aux services publics. Ce travail analyse l'état des disparités régionales en Tunisie tout en identifiant les régions les plus défavorisées (Centre-Ouest et Nord-Ouest) et les zones les plus développées (Grand Tunis et Sahel).

Afin de réduire ces écarts, le rapport propose six recommandations. La décentralisation et le renforcement de la gouvernance locale, la mise en place des politiques d'investissement territorial ciblé et le développement des infrastructures de transport et de connectivité peuvent transformer la Tunisie en un pays plus équilibré, où chaque district peut devenir un pôle de croissance inclusif et résilient, contribuant à la cohésion sociale et au développement durable.

Introduction

Depuis l'indépendance, la Tunisie a mis en place plusieurs politiques de développement visant à soutenir la croissance économique et réduire les inégalités régionales. Malgré ces efforts, le pays demeure caractérisé par une fracture territoriale significative : les régions littorales concentrent les richesses, les infrastructures et les services, tandis que l'intérieur et le sud continuent de souffrir de marginalisation économique et sociale.

Ce contraste Est-Ouest entraîne des conséquences multiples. Cela freine le développement harmonieux, alimente la pauvreté et le chômage, et contribue à des tensions sociales récurrentes, particulièrement depuis la Révolution de 2011.

Le présent travail propose un diagnostic des disparités régionales en Tunisie sous un angle multidimensionnel (économique, social, infrastructurel et institutionnel), et des recommandations concrètes pour les décideurs publics. L'objectif est de proposer des stratégies permettant de réduire durablement les écarts entre les régions, de renforcer la cohésion sociale et de favoriser un développement territorial inclusif et durable.

La problématique

Depuis les années 60, la Tunisie a connu une croissance économique assez stable de l'ordre de 5% par an, mais inégalement répartie entre les régions. La question des disparités régionales constitue l'un des enjeux majeurs du développement socioéconomique. En effet, malgré l'adoption de plusieurs politiques de décentralisation et de programmes de rattrapage, les écarts entre les régions côtières et les régions de l'intérieur continuent à s'accroître avec le temps. Le littoral concentre l'essentiel des investissements publics, y compris en infrastructures, ce qui a entraîné les investissements du secteur privé, tandis que les zones intérieures continuent à accumuler du retard avec plus de pauvreté, de chômage, et un accès limité aux services de base.

Cette fracture au niveau territorial a alimenté un sentiment d'exclusion, une défiance vis-à-vis des institutions et une instabilité sociale récurrente, ce qui a débouché sur la Révolution de 2011, les revendications pour davantage d'équité et de justice territoriale traduisent la profondeur du malaise social lié à ces inégalités spatiales.

Intérêt pour le décideur

L'étude de cette question revêt un intérêt particulier pour le décideur public : comprendre les mécanismes qui entretiennent les déséquilibres territoriaux permet de concevoir des politiques plus inclusives, ciblées et durables. Elle éclaire également la nécessité d'un changement de paradigme, passant d'une logique de rattrapage ponctuel à une approche intégrée fondée sur la cohésion, la durabilité et la valorisation locale des ressources existantes.

Gaps observés par comparaison à d'autres pays

Les disparités régionales ne sont pas un problème exclusif à la Tunisie. Nous retrouvons les mêmes enjeux dans des pays semblables comme le Maroc. Selon une étude publiée par la Banque Mondiale (2022), la Tunisie occupe le rang 115 selon l'indice de Gini qui mesure l'inégalité de revenu (valeur 0.33), derrière des pays arabes tel que l'Égypte et le Maroc.

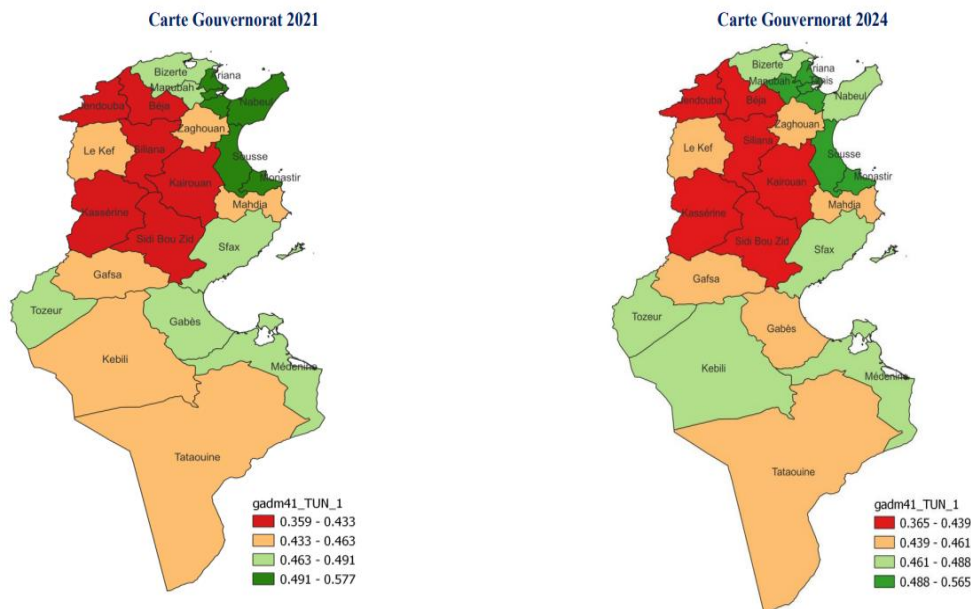
L'objectif aujourd'hui est de réorienter le modèle tunisien vers un développement équitable et inclusif, où chaque district devient un pôle de croissance résilient et connecté. Cela suppose une meilleure répartition spatiale des investissements, une gouvernance territoriale participative, et l'intégration systématique des dimensions sociales et environnementales dans la planification économique nationale. Cela nécessite un engagement de l'Etat pour accorder des incitations financières et fiscales et un appui par les organismes chargés de l'investissement et du développement en vue de réaliser l'inclusion, tel l'exemple de l'Italie, qui avait réalisé un programme spécial pour le développement du Sud de l'Italie « Mezzogiorno ».

Disparités régionales en Tunisie : Etat des lieux

L'indicateur de développement régional mesuré par l'Indice de Développement Régional de l'ITCEQ à l'échelle nationale s'est dégradé de 0.502 à 0.461 entre 2015 et 2024. Cette régression montre les limites des politiques publiques visant à favoriser un développement équitable entre les régions. Les politiques régionales restent fragmentées, souvent conçues sans coordination intersectorielle ni ancrage local suffisant. Dans ce cadre, l'Etat tunisien a commencé un processus de réformes pour adopter un nouveau découpage décentralisé. Ce qui s'est traduit par la création de 5 districts au découpage horizontal, afin d'assurer des politiques de développement inclusives qui s'appuient sur les spécificités régionales et créer un effet d'entraînement pour les gouvernorats marginalisés.

Les disparités régionales en Tunisie représentent un déséquilibre structurel et multidimensionnel entre les régions littorales développées (Grand Tunis, Sahel, Sfax, Cap Bon) et les régions de l'intérieur et du sud (Nord-Ouest, Centre-Ouest, Sud-Ouest). Les gouvernorats marginalisés (IDR inférieur à 0.427) sont Kasserine, Kairouan, Jendouba et Sidi Bouzid. A contrario, les gouvernorats les plus favorisés sont situés dans le Grand Tunis (Ariana, Tunis, Ben Arous, Manouba) et au Sahel (Sousse, Monastir). La figure ci-dessous montre qu'en plus des inégalités déjà existantes, la région de Gabès voit son IDR se dégrader.

Figure 1 : Cartographie de l'IDR par gouvernorats.



Source : Rapport « l'Indice du développement régional 2024 », ITCEQ

Ces disparités régionales se manifestent à travers plusieurs dimensions interdépendantes. Elles ne relèvent pas uniquement d'un problème économique, mais d'un système d'inégalités cumulées : sociales, infrastructurelles, environnementales et institutionnelles.

Déséquilibre économique

La répartition du Produit Intérieur Brut (PIB) par région en 2016 met en évidence le contraste Est-Ouest en Tunisie. Ces écarts traduisent la concentration des activités productives, industrielles et de services dans certaines zones du pays, notamment dans les régions côtières, au détriment des régions intérieures et frontalières. Plus de 80 % de la production industrielle et des investissements directs étrangers se situent sur la côte.

Tableau 1 : Distribution du PIB par habitant selon les régions

Région	Statut économique	PIB par Habitant (en DT, ex : 2016)	Ratio vs. Région la plus Pauvre
Grand Tunis	Le plus riche	11 780 DT	3,6 fois (vs. Centre-Ouest)
Centre-Est	Région industrialisée	7 952 DT	2,4 fois (vs. Centre-Ouest)
Nord-Ouest	Le plus pauvre	4 472 DT	1,4 fois (vs. Centre-Ouest)
Centre-Ouest	Le plus pauvre	3 263 DT	1,0 fois

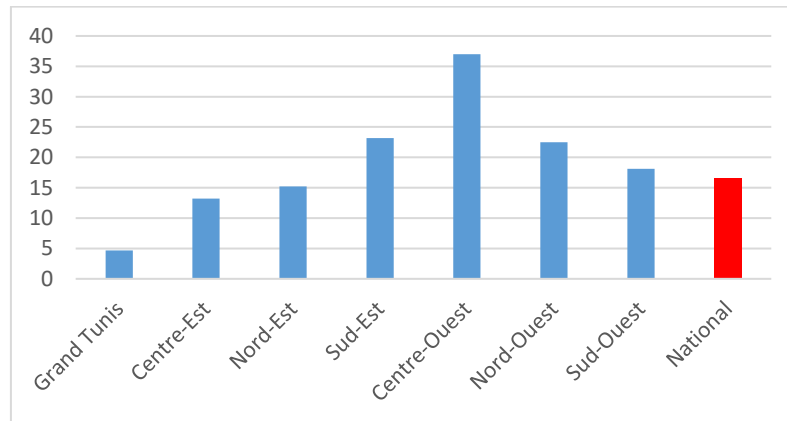
Source : Institut National de la Statistique (INS), Tunisie (2019).

Les régions de l'Est concentrent à elles seules près de 80 % du PIB national. Cette concentration reflète la forte présence des activités industrielles, commerciales, logistiques et administratives dans ces zones côtières, notamment autour de Tunis, Sousse et Sfax. Les régions de l'Ouest à l'inverse ne représentent qu'environ 20 % du PIB. Cette faiblesse illustre la persistance d'un modèle de développement inégal, où les investissements publics et privés demeurent limités à l'intérieur du pays. Les régions du Nord et du Centre-Ouest (Béja, Jendouba, Sidi Bouzid, Kasserine) constituent cependant les zones les plus défavorisées par rapport au reste du pays.

Selon les chiffres de l'étude « *Tendance régionale de l'inclusion sociale* » (ITCEQ, 2021), il y a des écarts notables en termes de taux de chômage entre les régions, et qui atteint 18–28 % dans certaines zones intérieures contre moins de 12 % sur le littoral. Une étude de l'INS en 2021 montre le contraste entre les régions : taux de chômage de 33,0 % au Nord-Ouest, 26,3 % au Sud-Ouest, 23,0 % au Centre-Ouest et 22,5% au Sud-Est, contre un taux national de 18,4 %. Les régions littorales du Nord-Est et du Centre-Est présentent, elles, des taux inférieurs ou proches de la moyenne nationale.

Inégalités sociales et pauvreté

La pauvreté est concentrée dans le Centre-Ouest (Kasserine, Sidi Bouzid, Kairouan) et le Nord-Ouest, notamment Siliana, Kef, Jendouba (Figure 2).

Figure 2 : Distribution du taux de pauvreté par région

Source : Institut National de Statistiques (INS, 2021)

En 2021, la région du Grand Tunis affiche un taux de pauvreté moyen de 5 %, contre 15% pour la région du Nord-Est de la Tunisie (Nabeul, Zaghouan, Bizerte), 20% pour la région du Sud-Est de la Tunisie (Gabès, Médenine, Tataouine) a un taux moyen d'environ 20 %, et 35% pour la région du Centre-Ouest (Kairouan, Kasserine, Sidi Bouzid).

Selon la dernière Enquête nationale sur le budget, la consommation et le niveau de vie des ménages (INS 2021), la dépense annuelle moyenne par personne est de 5 468 dinars en 2021. Elle dépasse 6 800 dinars au Grand Tunis et 6 100 dinars dans le Centre-Est, bien au-dessus des niveaux observés dans les régions intérieures.

Le rapport de consommation entre les 20 % les plus pauvres et les 20 % les plus riches atteint environ 1 à 6, ce qui illustre l'ampleur des inégalités sociales, qui se combinent aux inégalités territoriales.

Disparités dans l'accès aux services publics

Les disparités se manifestent à travers une inégalité d'accès à certains services de base. Les gouvernorats les plus défavorisés en matière d'accès à l'eau potable sont Kairouan, Kasserine et Sidi Bouzid. En termes de nombre de lits dans les hôpitaux publics en 2021, les gouvernorats bénéficiant des moins bons services sont Tataouine (1,65 lit pour 1000 habitants), Kebili (1,79 lit pour 1000 habitants) et Tozeur (2,24 lits pour 1000 habitants), en comparaison avec Tunis

(4,23 lits pour 1000 habitants). Ceci se manifeste également dans la connectivité. Par exemple les chiffres sur la densité d'internet fixe montrent que le grand Tunis est le mieux loti avec 19.3 par 100 habitants, contre 5.2 par 100 habitants pour le Centre-Ouest.

Ces indicateurs montrent bien la persistance des disparités régionales en Tunisie qui ont profondément fragilisé la cohésion sociale et nourri un sentiment d'injustice territoriale durable. Depuis la Révolution de 2011, la promesse d'un développement plus équitable entre les régions n'a pas été tenue, alimentant une frustration collective face à la lenteur des réformes et à la concentration des opportunités économiques sur le littoral. Les habitants des régions intérieures, longtemps marginalisées, perçoivent la centralisation du pouvoir à Tunis comme une forme d'exclusion structurelle. Cette perception d'injustice territoriale s'est traduite par une perte de confiance dans les institutions publiques et une montée de la défiance vis-à-vis des politiques nationales. L'absence de résultats tangibles en matière de réduction des inégalités régionales a ravivé les tensions entre les citoyens et l'État, donnant lieu à une multiplication de mouvements de contestation locaux – sit-in, blocages de routes, grèves et revendications pour davantage d'autonomie et d'équité.

Recommandations

Les fractures territoriales se sont aggravées pour devenir sources d'instabilité sociale et politique persistante. La résolution de ce problème structurel est donc une priorité de premier ordre pour les décideurs publics. Ci-dessous les principales recommandations :

1. Décentralisation et renforcement de la gouvernance locale

La centralisation excessive des décisions publiques à la capitale a empêché l'implication des régions dans leur propre développement. Il faut à ce titre transférer les compétences et ressources aux régions. L'Etat s'est engagé dans la création de districts mais il doit encore leur donner des prérogatives et une autonomie réelle. A ce titre, l'exemple du Maroc et sa politique de régionalisation avancée peut être une source d'inspiration. Cette politique a consisté à permettre aux conseils régionaux d'élaborer leurs propres plans de développement (PDR) avec un budget propre. Cela s'est traduit par une meilleure intégration des zones rurales et l'émergence de pôles régionaux (Casablanca-Settat, Tanger-Tétouan-Al Hoceima). Un autre exemple est celui de l'Indonésie où la loi sur la décentralisation (2001) a stimulé

l'investissement public dans les provinces éloignées et réduit l'écart de pauvreté entre Java et les autres îles.

2. Politiques d'investissement territorial ciblé

Il s'agit d'encourager et d'orienter les investissements publics vers les zones les plus défavorisées en matière d'infrastructures, d'éducation et de santé, à travers la mise en place d'un Fond National de Développement Régional à l'instar de ce qui a été fait au Chili. Celui-ci a permis de financer des projets décidés localement (routes, écoles, hôpitaux) dans les régions reculées. Il a permis à ces dernières de rattraper partiellement leur retard. La solution pratiquée par la Turquie, avec la création des Zones de Développement Prioritaire (*ZDP*) semble également prometteuse. Dans ce sens, les incitations fiscales et les subventions pour attirer les entreprises dans l'Est anatolien ont permis une réduction de 30 % de l'écart de revenu entre l'Ouest et l'Est en 15 ans. Il serait également pertinent d'encourager la création de projets d'infrastructure par le Partenariat Public Privé (PPP).

3. Développement des infrastructures de transport et de connectivité

L'investissement dans les infrastructures routières et ferroviaires dans les régions défavorisées peut stimuler leur croissance. Il permet d'améliorer l'accès des régions enclavées aux marchés, services et emplois. De même, l'installation d'infrastructures numériques (fibre, 4G/5G) dans les zones rurales permet le développement de services et d'entreprises à distance.

L'exemple typique est celui de la Chine avec son programme "Go West" (depuis 2000) qui a investi massivement dans les autoroutes, le rail et l'énergie dans les provinces de l'Ouest. Cela a permis une hausse du PIB régional et une réduction des migrations internes.

4. Adoption d'une politique industrielle

Créer des emplois dans les régions intérieures, par des incitations plus généreuses (fiscalité et subventions, foncier industriel, services aux entreprises) pour attirer l'investissement privé dans le Nord-Ouest, le Centre-Ouest et le Sud.

5. Renforcement des établissements scolaires et les lycées techniques

Dans les gouvernorats intérieurs (effectifs enseignants, équipements, options scientifiques et technologiques) et développement des **centres de formation professionnelle liés aux besoins locaux** (agro-industrie, énergies renouvelables, tourisme alternatif, BTP, numérique), avec des partenariats entreprises-centres.

- 6. Améliorer les conditions de vie** en termes d'offre de services de base pour promouvoir l'attractivité des villes et offrir aux citoyens des régions les plus défavorisées un accès équitable aux services de base, notamment la santé, loisir

Ainsi, il est urgent d'adopter les recommandations ci-dessus, en partenariat avec le secteur privé, compte tenu de la conjoncture actuelle des contraintes fiscales.

Conclusion

La fracture régionale en Tunisie montre la défaillance du modèle de développement actuel. La centralisation excessive des décisions, la faible coordination interinstitutionnelle et l'absence d'un cadre intégré de planification territoriale ont limité l'efficacité des politiques de développement régional. Les collectivités locales, dotées de moyens restreints, peinent à exploiter le potentiel de leurs territoires, notamment dans les domaines du tourisme durable, des énergies renouvelables et de l'agriculture verte. Une réforme en profondeur des incitations actuelles pour le développement régional est nécessaire pour qu'elles soient nettement plus élevées dans les régions de l'intérieur par rapport à celles accordées aux régions côtières.

Références

Banque Mondiale. Indice Gini (2022).

Rapport « l'Indice du développement régional 2024 ». Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ 2024).

Institut National de la Statistique. INS (2019).